

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het storten van de in artikel 2 van dit besluit beschreven afvalstoffen is gemachtigd in de te Kasteelbrakel door de PVBA « Ets. J. Canivet » geëxploiteerde stortplaats.

Die vergunning is verleend aan de « Ets Joseph Ameys et fils » voor een termijn van drie maanden te rekenen van de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 2. De afval waarvan het storten gemachtigd is, voldoet aan de volgende bepalingen :

Oorsprong : het Brusselse Gewest.

Aard : bouwafval, sloopafval, zolderinhoud, tuinbouwafval, hout, papier.

Maximum hoeveelheid : 2 200 T 's jaars.

Maximum stortingsfrequentie : dagelijks.

Die afwijking geldt niet voor de volgende afval :

- koolwaterstoffen en teer;
- as en uitbaggeringsmodder;
- huisvuil;
- keuken- en kantineafval;
- afval afkomstig van verzorgingscentra;
- dierlijke afval;
- elke andere door de vergunning tot exploitatie van de stortplaats uitgesloten afvalstoffen.

De wegens dit artikel toegelaten afvalstoffen zullen aan de in de ingediende aanvraag vermelde kenmerken voldoen.

Art. 3. De verkrijger is ertoe gehouden vóór de 15e van elke maand de lijst van zijn toevallige klanten tijdens de vorige maand met vermelding van de aard en van de hoeveelheid van de verzamelde afval aan de Dienst beheer van afvalstoffen mede te delen.

Art. 4. Die afwijking zal onmiddellijk ingetrokken worden bij niet voldoening aan de bepalingen van de artikelen 1, 2 of 3 van dit besluit.

Art. 5. Indien voor één of andere oorzaak de vergunning van de in artikel 1 bedoelde inrichting zou ingetrokken, opgeschort of vervallen zijn zonder hernieuwing, zou die afwijking van ambtswege nietig zijn.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 17 september 1987.

Brussel, 17 september 1987.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met de Nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

F. 88 — 23

5 NOVEMBRE 1987

**Arrêté de l'Exécutif wallon fixant les règles de présentation et d'élaboration
des plans généraux d'égouttage communaux**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment l'article 36;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités et nomenclature des documents

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon qui a dans ses attributions la protection des eaux de surface;

2° « Décret du 7 octobre 1985 » : le décret du Conseil régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

3° « Organisme d'épuration » : l'association de communes agréée par l'Exécutif régional wallon conformément aux articles 17 et 18 du décret du 7 octobre 1985, et pour le territoire non couvert par un organisme agréé, l'association de communes avec laquelle la Région wallonne a passé une convention;

4° « Administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement — Inspection générale de l'Eau.

Art. 2. Le plan communal général d'égouttage a pour but de représenter le cheminement de tous les types d'eau en ce compris les eaux de surface, les égouts publics et la collecte des eaux usées destinées à subir un traitement d'épuration.

Il est dressé :

1° par sections de communes si celles-ci forment des agglomérations distinctes;

2° par bassin ou sous-bassin hydrographique s'il s'avère que cette solution est la plus rationnelle.

Une commune peut disposer de plusieurs plans communaux généraux d'égouttage.

Art. 3. Le plan communal général d'égouttage est composé d'un plan de situation, d'un plan terrier et d'un rapport.

§ 1er. Le plan de situation (échelle : 1/10 000^e) du territoire concerné par l'égouttage en rapport avec son environnement hydrographique comprend :

- 1^o les cours d'eau avec leurs bassins et sous-bassins hydrographiques respectifs;
- 2^o la localisation des différents exutoires à maintenir et à réaliser;
- 3^o la localisation des ouvrages existants et à prévoir en vue d'assurer la collecte et l'épuration des eaux usées issues de la section communale concernée avant fusion.

§ 2. Le plan terrier couvre l'ensemble du territoire concerné par le plan d'égouttage, établi à l'échelle 1/2 500^e et fait apparaître distinctement :

- 1^o les limites des bassins et sous-bassins hydrographiques (NBN E 04-006 trait A);
- 2^o l'indication des limites des zones d'habitat, industrielle, de service, de loisirs et communautaire et toute autre zone concernée par l'égouttage telles que ces zones sont figurées au plan de secteur;
- 3^o les eaux de surface ordinaires et les voies artificielles d'écoulement avec indication de leurs numéro, catégorie et sens d'écoulement (représentation teintée);
- 4^o les zones faiblement habitées qui feront l'objet d'une épuration individuelle;
- 5^o le tracé des égouts publics et privés, existants et projetés (coloration différente) avec les tronçons mis sous pression ainsi que leur sens d'écoulement (NBN E04-006, trait D2);
- 6^o la localisation avec repérage de renvoi au rapport dont il est question au § 3 :
 - a) des stations de pompage et bassins réservoirs;
 - b) de tous les exutoires, existants ou futurs, susceptibles de rejeter les eaux usées domestiques ou industrielles;
 - c) des utilisations des cours d'eau (baignade, prise d'eau, activités piscicoles, etc...);
 - d) des captages d'eau avec leur périmètre de protection.
- 7^o les niveaux nécessaires (exutoires, confluence, jonction d'égouts, etc...);
- 8^o les situations existantes et propositions, établies en collaboration avec l'organisme d'épuration et, si nécessaire, un fonctionnaire de l'inspection générale de l'eau :
 - a) de tracé des collecteurs (trait G NBN 04-006);
 - b) d'implantation de stations de pompage éventuelles sur collecteur;
 - c) du site d'implantation de la station d'épuration (zone à hachurer).

§ 3. Le rapport est établi suivant l'ordre défini ci-dessous, et comprend les éléments suivants répertoriés en rapport avec le plan terrier dont il est question au § 2^o :

- 1^o les caractéristiques des cours d'eau et voies d'écoulement (numéro, classification, objectifs de qualité connus, débits d'étiage et de crue, analyse);
- 2^o les utilisateurs éventuels du milieu récepteur avec leur statut et leurs caractéristiques d'utilisation;
- 3^o les caractéristiques principales des ouvrages hydrauliques existants sur le réseau d'égouttage;
 - a) stations de pompage (débits, hauteur);
 - b) bassins réservoirs (capacité, cotes).
- 4^o les renseignements relatifs aux différentes activités de la zone, repérées sur le plan terrier, en mentionnant pour chacune d'elle :
 - a) le secteur d'activité;
 - b) le nombre de personnes y travaillant;
 - c) la nature et la quantité des produits;
 - d) les natures et les débits d'eaux usées;
 - e) le traitement d'épuration éventuel existant avec les normes reprises dans l'autorisation de rejet.
- 5^o le calcul des quantités d'eau collectées lors des précipitations atmosphériques, établi suivant les directives de l'administration, avec localisation des rejets dans le cours d'eau récepteur et leur impact sur le débit des cours d'eau en période normale et en période de crue;
- 6^o les caractéristiques des différents exutoires en reprenant pour chacun d'eux :
 - a) Le nombre d'habitants, les industries et les collectivités raccordées avec les caractéristiques correspondantes des effluents;
 - b) Un profil en travers en renseignant différentes cotes (radier de l'exutoire, hautes eaux, terrain naturel).

CHAPITRE II. — Consultation et approbation

Art. 4. Le plan communal général d'égouttage est établi après avoir consulté l'organisme d'épuration dans le ressort duquel est situé le territoire concerné.

Il est présenté à l'avis de l'administration qui dispose d'un délai de quarante jours calendrier pour faire part de ses remarques aux autorités communales concernées.

Art. 5. Le plan communal général d'égouttage est ensuite transmis au Ministre qui a dans ses attributions la politique de l'eau. Celui-ci le transmet au Ministre qui a les Travaux subsidiés dans ses attributions, lequel dispose d'un délai de trente jours calendrier pour remettre son avis. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Dès réception de cet avis ou passé le délai, le Ministre dispose de trente jours calendrier pour approuver le plan général d'égouttage.

Un exemplaire du plan approuvé est remis à l'inspection générale de l'eau, un exemplaire est remis au service des Travaux subsidiés.

CHAPITRE III. — Délai de validité

Art. 6. Le plan communal général d'égouttage approuvé a une durée de validité de quinze ans si aucun changement notable n'affecte les quantités d'eaux usées de la zone considérée.

Si par suite de travaux divers dans la zone considérée, les données relatives aux débits des eaux usées étaient changées de manière significative, le plan communal général d'égouttage devrait être corrigé, dans les deux ans qui suivent, en reprenant la procédure prévue aux articles 4 et 5.

CHAPITRE IV. — *Subvention*

- Art. 7.** L'octroi de toute subvention régionale en matière d'égouttage est subordonné :
- à l'établissement d'un plan communal général d'égouttage approuvé;
 - et au respect de ce plan

L'approbation du plan communal général d'égouttage ne vaut ni approbation des travaux proposés ni promesse de subsidiation.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur nonante jours à dater de la publication au *Moniteur belge* hormis l'article 7 premier alinéa dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 1992.

Art. 9. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il est habilité à apporter toutes les précisions relatives à la présentation uniforme des plans et des données.

Bruxelles, le 5 novembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 88 — 23

**5. NOVEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
zur Festlegung der Regeln für die Vorlage
und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne**

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 38;

Aufgrund des Gutachtens des Beratungsausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wasserwesens und des Landlebens für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — *Allgemeines und Unterlagenverzeichnis*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeutet :

1° « Minister » : den Minister, Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeiten der Schutz des Oberflächenwassers gehört;

2° « Dekret » : das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

3° « Vereinigung für die Klärung » : die durch die Wallonische Regionalexekutive gemäss den Artikeln 17 und 18 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 anerkannte Gemeindevereinigung, und, für das Gebiet, das durch eine anerkannte Vereinigung nicht gedeckt wird, die Gemeindevereinigung, mit der die Wallonische Region ein Abkommen getroffen hat;

4° « Behörde » : die Generaldirektion für Naturschätze und Umwelt — Generalinspektion für das Wasser.

Art. 2. Der allgemeine kommunale Entwässerungsplan ist dazu bestimmt, den Verlauf aller Arten von Abwässern, einschliesslich des Oberflächenwassers, die öffentlichen Kanalisationen und die Sammlung der Abwässer, die geklärt werden müssen, darzustellen.

Er wird folgendermassen erstellt :

1° nach Gemeindesektionen, wenn diese separate Agglomerationen bilden;

2° nach Wassereinzugsgebieten oder -teilgebieten, wenn es sich erweist, dass diese Lösung rationaler ist. Eine Gemeinde kann über mehrere allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne verfügen.

Art. 3. Der allgemeine kommunale Entwässerungsplan setzt sich aus einer Situationskarte, einer Grundkarte und einem Bericht zusammen.

§ 1. Die Situationskarte (Maßstab 1/10 000) des durch die in Zusammenhang mit seiner hydrographischen Umgebung vorgenommene Entwässerung betroffenen Gebiets umfasst :

1° die Wasserläufe mit ihren jeweiligen Einzugsgebieten und -teilgebieten;

2° die Lokalisierung der verschiedenen zu erhaltenden und geplanten Grundablässe;

3° die Lokalisierung der Anlagen, die bestehen oder vorzusehen sind, um die Sammlung und die Klärung der Abwässer aus der betroffenen Gemeindesektion vor der Fusion zu sichern.

§ 2. Die Grundkarte (Maßstab 1/2 500) deckt das gesamte Gebiet, das vom Entwässerungsplan betroffen ist, und erwähnt deutlich :

1° die Grenzen der Wassereinzugsgebiete und -teilgebiete (NBN E 04-006 Strich A);

2° die Angabe der Grenzen der Wohngebiete, der Industriegebiete, die Dienstleistungsgebiete, die Freizeitgebiete, die Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und alle anderen Gebiete, die von der Entwässerung betroffen sind, so wie diese Gebiete im Sektorenplan wiedergegeben sind;

3° das gewöhnliche Oberflächenwasser und die künstlichen Abflüsse mit Angabe ihrer Nummern, ihrer Kategorie und ihrer Abflussrichtung (gefärbte Darstellung);

- 4° die schwach bewohnten Gebiete, die den Gegenstand einer einzelnen Klärung bilden werden;
- 5° die Trasse der bestehenden oder geplanten öffentlichen und privaten Kanalisationen (andere Farbe) mit den unter Druck gesetzten Abschnitten und ihrer Zuflussrichtung;
- 6° die Lokalisierung, mit Verweis auf den in § 3 erwähnten Bericht,
 - a) der Pumpstationen und der Speicherbecken;
 - b) aller bestehenden oder geplanten Grundablässe, die häusliche oder industrielle Abwässer ableiten können;
 - c) der Verwendungsarten der Wasserläufe (Schwimmen, Wasserentnahme, Fischzucht, usw...);
 - d) der Wasserentnahmestellen mit ihrem Schutzbereich.
- 7° die notwendigen Wasser spiegelhöhen (Grundablässe, Zusammenfließen, Kanalisationenverbindungen, usw...);
- 8° die bestehenden Verhältnisse und die Vorschläge :
 - a) bezüglich der Trasse der Abwassersammler (Strich GNB 04-006);
 - b) bezüglich der Anlage von etwaigen Pumpstationen an Sammlern;
 - c) bezüglich des Standortes für die Bebauung der Klärungsanlage (zu schraffierende Zone), die in Zusammenarbeit mit der Vereinigung für die Klärung und, notwendigenfalls, einem Beamten der Generalinspektion für das Wasser erstellt werden.

§ 3. Der Bericht muss gemäss der hiernach angegebenen Reihenfolge verfasst werden und umfasst die folgenden Elemente in Zusammenhang mit der in § 2 erwähnten Grundkarte :

- 1° die Merkmale der Wasserläufe und Abflüsse (Nummer, Klassifikation, erkannte Ziele bezüglich der Qualität, Abflussmengen bei niedrigem Wasserstand und bei Hochwasser, Analysen);
- 2° die allfälligen Benutzer des Vorfluters mit ihrem Statut und ihren Verwendungsnormen;
- 3° die Hauptmerkmale der im Kanalisationsnetz bestehenden Wasserkraftanlagen,
 - a) Pumpstationen (Abflussmengen, Höhe);
 - b) Speicherbecken (Füllvolumen, Abmessungen).
- 4° die Auskünfte über die verschiedenen Tätigkeiten in der Zone, die in der Grundkarte wiedergegeben sind, mit Angabe für die jeweiligen Tätigkeiten :
 - a) des Tätigkeitsbereichs;
 - b) der Anzahl der in diesem Bereich beschäftigten Personen;
 - c) der Art und der Zahl der Erzeugnisse;
 - d) der Arten und der Abflussmengen der Abwässer;
 - e) der etwaigen Klärung mit den in der Einleitungserlaubnis aufgeführten Normen.
- 5° die gemäss den Weisungen der Behörde durchgeführte Errechnung der bei Niederschlägen gesammelten Abwassermengen, mit Angabe der Lokalisierung der Einleitungen in den Vorfluter und ihres Einflusses auf den Zufluss der Wasserläufe bei normalem Wasserstand und bei Hochwasser;
- 6° die Merkmale der jeweiligen Grundablässe mit Angabe, für die jeweiligen Grundablässe :
 - a) der Anzahl der angeschlossenen Bewohner, Betriebe und Gemeinschaften mit den entsprechenden Merkmalen der Abwässer;
 - b) eines Querschnitts mit verschiedenen Abmessungen (Sohle des Grundablasses, Hochwasserstand, natürliches Gelände).

KAPITEL II. — Konsultierung und Genehmigung

Art. 4. Der allgemeine kommunale Entwässerungsplan wird nach Konsultierung der Vereinigung für die Klärung in deren Zuständigkeitsbereich das betroffene Gebiet gelegen ist.

Er muss der Behörde zur Stellungnahme unterbreitet werden, die über eine Frist von 40 Kalendertagen verfügt, um ihre Bemerkungen den betroffenen Gemeindebehörden mitzuteilen.

Art. 5. Der allgemeine kommunale Entwässerungsplan wird dann dem Minister, zu dessen Zuständigkeiten die Wasserpolitik gehört, übermittelt. Dieser unterbreitet ihn dem Minister, zu dessen Zuständigkeiten die subventionierten Arbeiten gehören, der über eine Frist von 30 Kalendertagen verfügt, um seine Stellungnahme mitzuteilen. Nach Verstreichen dieser Frist gilt die Stellungnahme als günstig.

Nach Erhalt dieser Stellungnahme oder nach Verstreichen der Frist verfügt der Minister über 30 Kalendertage, um den allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan gutzuheissen.

Ein Exemplar des genehmigten Planes muss der Generalinspektion für das Wasser übermittelt werden, ein Exemplar muss der Dienststelle für subventionierte Arbeiten übermittelt werden.

KAPITEL III. — Gültigkeitsdauer

Art. 6. Die Gültigkeitsdauer des genehmigten allgemeinen kommunalen Entwässerungsplanes beträgt 15 Jahre, sofern keine beträchtliche Änderung die Abwassermengen der betrachteten Zone beeinflusst.

Sollten die Daten bezüglich der Abwasserabflussmengen infolge von verschiedenen Arbeiten in der berücksichtigten Zone beträchtlich geändert werden, so ist der allgemeine kommunale Entwässerungsplan binnen den zwei darauffolgenden Jahren in Befolgung der in Artikeln 4 und 5 vorgesehenen Verfahrensweise zu berichtigen.

KAPITEL IV — Subventionen

Art. 7. Die Gewährung jedweder regionalen Subvention in Sachen Entwässerung unterliegt

- dem Anfertigen eines genehmigten allgemeinen kommunalen Entwässerungsplanes;
- der Einhaltung dieses Planes.

Die Genehmigung des allgemeinen kommunales Entwässerungsplanes gilt weder als Billigung der vorgeschlagenen Arbeiten noch als Subventionszusage

KAPITEL V — Vorübergehende und endgültige Massnahmen

Art. 8. Vorliegender Erlass tritt 90 Tage nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, ausser des Artikels 7 Absatz 1, dessen Inkrafttreten am 1 Januar 1992 festgelegt ist.

Art. 9. Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Er ist befugt, alle Präzisierungen bezüglich der einheitlichen Vorlage der Pläne und Daten anzubringen.

Brüssel, den 5. November 1987.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung,
des Wasserwesens und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

N. 88 — 23

5 NOVEMBER 1987.

**Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de regels
voor het opstellen en uitwerken van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van de oppervlaktewateren tegen vervuiling, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor de bescherming van de oppervlaktewateren tegen de vervuiling;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven voor het Waalse Gewest,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden en naamlijst van de stukken

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden de bescherming van de oppervlaktewateren behoort;

2° « Decreet van 7 oktober 1985 » : de verordening van de Waalse Gewestraad van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van de oppervlaktewateren tegen de vervuiling;

3° « Zuiveringsinstelling » : de vereniging van gemeenten erkend door de Waalse Gewestexecutieve overeenkomstig artikelen 17 en 18 van het decreet van 7 oktober 1985, en voor het grondgebied niet bedekt door een erkende instelling, de vereniging van gemeenten waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst gesloten heeft;

4° « Administratie » : het Algemeen Bestuur van Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu — Algemene Inspectie van het Water.

Art. 2. Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan heeft als doel de loop van alle watertypen voor te stellen, met inbegrip van de oppervlaktewateren, de openbare rioleringen en de verzameling van afvalwateren bestemd voor een zuiveringsbehandeling.

Het wordt opgesteld :

1° per gemeentesecties indien deze afzonderlijke agglomeraties vormen;

2° per hydrografische bek of onder-bek indien blijkt dat deze oplossing de meest gegronde is.

Een gemeente kan over meerdere algemene gemeentelijke afwateringsplannen beschikken.

Art. 3. Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan is samengesteld uit een situatieplan, een grondplan en een verslag.

§ 1. Het situatieplan (schaal 1/10 000e) van het gebied waar de afwatering betrekking op heeft in verband met zijn hydrografische omgeving bevat :

1° de waterlopen met hun respectievelijke hydrografische bekken en onder-bekken;

2° de plaatsaanduiding van de verschillende te behouden of tot stand te brengen uitlaten;

3° de plaatsaanduiding van de bestaande en te voorziene werken om de verzameling en de zuivering van de afvalwateren afkomstig uit de vóór de fusie betrokken gemeentelijke sectie te verzekeren.

§ 2. Het grondplan dekt het geheel van het gebied waar het afwateringsplan betrekking op heeft, opgesteld in de schaal 1/2 500e en doet duidelijk voorkomen :

1° de grenzen van de hydrografische bekken en onder-bekken (NBN E 04-006 streep A);

2° de aanduiding van de grenzen van de woon-, industrie-, dienstverlenings-, recreatie- en gemeenschapsgebieden evenals elk ander gebied waar de ontwatering betrekking op heeft zoals deze gebieden in het gewestplan vermeld zijn;

3° de gewone oppervlaktewateren en de kunstmatige afvoerwegen met vermelding van hun nummer, categorie en afvoerrichting (gekleurde afbeelding);

4° de weinig bewoonde gebieden welke het doel zullen zijn van een afzonderlijke zuivering;

5° het tracé van de openbare en private riolen, bestaande en ontworpen (andere kleur) met de stukken welke onder druk gezet zijn evenals hun afvoerrichting (NBN E 04-006, streep D2);

6° de plaatsaanduiding met de verwijzingspeiling naar het in § 3 bedoelde verslag van :

a) de pompstations en waterbekken;

b) alle uitlaten, bestaande of toekomstige, die in aanmerking kunnen komen voor het verwijderen van huis-houdelijk of industrieel afvalwater;

c) de gebruiken van de waterlopen (zwemplaats, waterneming, visserijactiviteiten, enz.);

d) de waterwinningen met hun beschermingsomtrek;

- 7° De nodige niveau's (uitlaten, samenvloeiing, verbinding van riolen, enz.)
- 8° de bestaande situaties en voorstellen, opgesteld in samenwerking met de zuiveringsinstelling en indien nodig, met een ambtenaar van de Algemene Inspectie van Water :
- a) van het tracé van de verzamelleiding (streep G NBN 04-006);
 - b) van de inplanting van eventuele pompstations op de verzamelleiding;
 - c) van de inplantingsplek van het zuiveringsstation (te arceren zone).
- § 3. Het verslag wordt opgesteld volgens de hieronder vastgestelde orde en bevat de volgende gegevens verdeeld in betrekking met het grondplan waarvan sprake in § 2 :
- 1° de eigenschappen van de waterlopen en afvoerwegen (nummer, klassificatie, gekende kwaliteitsobjectieven, afvloeiingsvermogens bij de laagste en de hoogste waterstand, analyses);
 - 2° de eventuele gebruikers van het ontvangmilieu met hun statuut en hun verbruikseigenschappen;
 - 3° de hoofdeigenschappen van de hydraulische werken welke op het afwateringnet bestaan;
 - a) pompstations (afvloeiingsvermogens, hoogte);
 - b) waterbekken (inhoudsgrootte, afmeting).
 - 4° de inlichtingen betreffende de verschillende activiteiten van het gebied, aangetekend op het grondplan, met vermelding voor elk ervan :
 - a) van de activiteitssector;
 - b) van het aantal personen die er werken;
 - c) van de aard en het aantal produkten;
 - d) van de aarden en afvloeiingsvermogens van de afvalwateren;
 - e) van de eventuele bestaande zuiveringsbehandeling met de voorschriften opgenomen in de afvoervergunning.
 - 5° het berekenen van de tijdens regen- en sneeuwvallen verzamelde hoeveelheden water, opgesteld volgens de richtlijnen van de administratie, met plaatsaanduiding van de afvoeren in de ontvangwaterloop en hun inslag op het afvloeiingsvermogen van de waterlopen in normale tijd van hoog waterstand;
 - 6° de eigenschappen van de verschillende uitlaten met vermelding voor elk ervan :
 - a) van het aantal inwoners, de aangesloten industrieën en gemeenschappen met de overeenstemmende eigenschappen van de uitstromingen;
 - b) van een dwarsprofiel met vermelding van verschillende afmetingen (rooster van de uitlaat, hoge wateren, natuurlijke bodem).

HOOFDSTUK II. — Raadpleging en goedkeuring

Art. 4. Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan wordt opgesteld na raadpleging van de zuiveringsinstelling in wiens bevoegdheidsgebied het betrokken gebied gelegen is.

Het wordt voorgelegd aan het advies van de Administratie dat over een termijn van veertig kalenderdagen beschikt om haar opmerkingen aan de betrokken gemeenteoverheden bekend te maken.

Art. 5. Het algemeen gemeentelijk afwateringsplan wordt daarna verstuurd naar de Minister tot wiens bevoegdheden het waterleid behoort. Deze maakt het over aan de Minister die de Gesubsidieerde Werken in zijn bevoegdheden heeft, dewelke over een termijn van dertig kalenderdagen beschikt om zijn advies te geven. Dit termijn afgelopen, wordt het advies als gunstig beschouwd.

Bij de ontvangst van dit advies of het termijn afgelopen, beschikt de Minister over dertig kalenderdagen om het algemeen afwateringsplan goed te keuren.

Een exemplaar van het goedgekeurd plan wordt overgemaakt aan de Algemene Inspectie van Water, een exemplaar wordt overgemaakt aan de dienst van de Gesubsidieerde Werken.

HOOFDSTUK III. — Geldigheidsduur

Art. 6. Het goedgekeurd algemeen gemeentelijk afwateringsplan heeft een geldigheidsduur van vijftien jaar indien geen aanzienlijke wijziging invloed heeft op de hoeveelheden afvalwater van het betrokken gebied.

Indien bij gevolg van verschillende werken in het betrokken gebied, de gegevens betreffende de afvloeiingsvermogens van de afvalwateren op krachtige wijze gewijzigd zouden zijn, zou het algemeen gemeentelijk afwateringsplan gewijzigd moeten worden, binnen de twee jaren die volgen, door de in artikelen 4 en 5 voorziene procedure te hernemen.

HOOFDSTUK IV. — Toelage

Art. 7. De toekenning van elke gewestelijke toelage inzake afwatering is afhankelijk :

- van het opstellen van een goedgekeurd algemeen gemeentelijk afwateringsplan;
- en van het nakomen van dit plan.

De goedkeuring van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan geldt noch als goedkeuring van de voorgestelde werken noch als belofte tot subsidiëring.

HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 8. Dit besluit treedt in kracht negentig dagen van af zijn verschijning in het *Belgisch Staatsblad* behalve artikel 7, eerste lid, waarvan de inkrachttreding op 1 januari 1992 vastgesteld wordt.

Art. 9. De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Hij is gemachtigd om alle bijzonderheden betreffende het eenvormig opstellen van de plannen en gegevens aan te brengen.

Brussel, 5 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD